

L'AMÉRIQUE LATINE ET LA DÉMOCRATIE

par Octavio Paz

La tradition antimoderne

La relation qu'entretiennent la société et la littérature n'est pas un rapport de cause à effet. Le lien qui les unit est, à la fois, nécessaire, contradictoire et imprévisible. La littérature exprime la société ; en l'exprimant, elle la modifie, la contredit ou la nie. En la décrivant, elle l'invente ; en l'inventant, elle la révèle. La société ne se reconnaît pas dans le portrait que lui présente la littérature ; pourtant, ce portrait fantastique est réel : c'est celui de l'inconnu qui marche à notre côté depuis l'enfance et duquel nous ne savons rien, sinon qu'il est notre ombre (ou sommes-nous la sienne ?). La littérature est une réponse aux questions que la société se pose sur elle-même, mais cette réponse est presque toujours inattendue : l'obscurité d'une époque coïncide avec l'éclair énigmatique d'un Góngora ou d'un Mallarmé, la clarté rationnelle de l'Encyclopédie avec les visions nocturnes du romantisme. Le cas de l'Amérique latine illustre bien l'extrême complexité des relations entre l'histoire et la littérature. Aussi bien en Amérique hispanique qu'au Brésil, ce siècle aura vu surgir de nombreuses œuvres remarquables, parfois exceptionnelles, dans les domaines de la poésie et de la fiction narrative. Peut-on observer un phénomène semblable en matière politique et sociale ?

Dès la fin du XVIII^e siècle, les meilleurs et les plus actifs des Latino-Américains ont entrepris un vaste mouvement de réforme sociale, politique et intellectuelle. Ce mouvement n'est pas encore terminé et a suivi des directions variées, parfois incompatibles. Bien que d'une façon assez vague, un mot permet de définir ces diverses tentatives : la *modernisation*. En même temps que les sociétés latino-américaines s'efforçaient de changer leurs institutions, leurs coutumes et leurs manières d'être et de penser, la littérature hispano-américaine vivait des changements aussi profonds. L'évolution de la société et celle de la littérature ont donc correspondu sans être parallèles, et elles ont produit des résultats différents. Autrefois, j'avais

abordé ce thème en me demandant si la littérature latino-américaine était réellement moderne. J'avais répondu par l'affirmative, tout en exprimant une réserve : il manquait à cette littérature la pensée critique qui a fondé l'Occident moderne. Aujourd'hui, je me propose d'explorer l'autre versant du problème : les sociétés latino-américaines actuelles sont-elles modernes ? Et si elles ne le sont pas ou le sont d'une façon hybride et incomplète, quelle en est la raison ? Il est clair que ma réflexion exclut toute prétention théorique ; c'est une simple opinion.

Depuis près de deux siècles, on a vu se multiplier les équivoques sur la réalité historique de l'Amérique latine. Même les noms qui prétendent la désigner souffrent d'inexactitude : Amérique latine, Amérique hispanique, Ibéro-Amérique, Indo-Amérique ? Chacune de ces appellations ne tient pas compte d'une part de la réalité. Et les étiquettes économiques, sociales et politiques ne sont guère plus fidèles. La notion de *sous-développement*, par exemple, peut s'appliquer à l'économie et à la technique, mais non à l'art, à la littérature, à la morale ou à la politique. Plus vague encore est l'expression *tiers-monde*. Cette dénomination est non seulement imprécise, mais trompeuse : quel rapport y a-t-il entre l'Argentine et l'Angola, entre la Thaïlande et le Costa-Rica, entre la Tunisie et le Brésil ? En dépit d'un ou deux siècles de domination européenne, ni l'Inde ni l'Algérie n'ont changé de langue, de religion et de culture. On pourrait en dire autant de l'Indonésie, du Viêt-Nam, du Sénégal et, en fin de compte, de la majorité des anciennes possessions européennes en Asie et en Afrique. Un Iranien, un Hindou ou un Chinois appartiennent à des civilisations différentes de celle de l'Occident. Nous, Latino-Américains, nous parlons espagnol ou portugais ; nous sommes ou avons été chrétiens ; nos coutumes, nos institutions, nos arts et nos littératures viennent directement d'Espagne et du Portugal. C'est pourquoi nous représentons un des pôles américains de l'Occident ; le second est constitué par les États-Unis et le Canada. Mais à peine affirmons-nous que nous sommes une prolongation ultra-marine de l'Europe, que les différences sautent aux yeux. Elles sont nombreuses et, surtout, décisives.

— La première différence est la présence d'éléments non européens. Dans beaucoup de nations latino-américaines, il existe d'importantes communautés indiennes ; ailleurs, ce sont des populations noires. Les seules exceptions sont l'Uruguay, l'Argentine, une partie du Chili et du Costa-Rica. Les Indiens se divisent en deux branches : d'une part, ceux qui descendent des grandes civilisations précolombiennes du Mexique, de l'Amérique centrale et du Pérou ; de l'autre, moins nombreux, les survivants des populations nomades. Tous ces Indiens, en particulier les premiers, ont affiné la sensibilité et excité la fantaisie de nos peuples ; ainsi, maints traits de leur culture, mêlés aux traits hispaniques, apparaissent dans nos croyances, nos institutions et nos coutumes : la famille, la morale sociale, la religion, les légendes et contes populaires, les mythes, les arts, la cuisine. L'influence des populations noires s'est avérée également puissante. En général, il me semble qu'elle s'est exercée dans un sens opposé à celle des Indiens : alors que la

culture de ceux-ci tend à maîtriser les passions et cultive la réserve et l'intériorité, celle des Noirs exalte les valeurs orgiaques et corporelles.

– La deuxième différence, aussi profonde, est née d'une circonstance fréquemment oubliée : le caractère particulier de la version de la civilisation occidentale incarnée par l'Espagne et le Portugal. À la différence de leurs rivaux anglais, hollandais et français, les Espagnols et les Portugais furent dominés durant des siècles par l'Islam. Mais parler de domination est mensonger : la splendeur de la civilisation hispano-arabe ne laisse pas de nous surprendre et ces siècles de lutte furent aussi des moments de coexistence intime. Jusqu'au XVI^e siècle, les musulmans, les juifs et les chrétiens vécurent ensemble dans la Péninsule. Il est impossible de comprendre l'Espagne et le Portugal, tout comme le caractère véritablement unique de leur culture, si on oublie ces circonstances. La fusion entre les domaines politique et religieux, par exemple, ou la notion de *croisade*, apparaissent dans les attitudes hispaniques avec une coloration plus intense et plus vive que chez les autres peuples d'Europe. Il n'est pas exagéré de voir dans ces caractéristiques les traces de l'Islam et de sa vision du monde et de l'histoire.

– La troisième différence, à mon sens, a été déterminante. Un des événements qui marquèrent le début du monde moderne, avec la Renaissance et la Réforme, fut l'expansion européenne en Asie, en Afrique et en Amérique. Ce mouvement prit naissance avec les découvertes et les conquêtes des Espagnols et des Portugais. Néanmoins, peu de temps après, et avec la même violence, l'Espagne et le Portugal se coupèrent des autres peuples et, enfermés sur eux-mêmes, nièrent la modernité naissante. L'expression la plus complète, la plus radicale et la plus cohérente de cette négation fut la Contre-Réforme. La monarchie espagnole s'identifia avec une foi universelle et avec une seule interprétation de cette foi. Le monarque espagnol devint un hybride de Théodose le Grand et d'Abd Al-Rahman III, premier calife de Cordoue. Ainsi, alors que les autres États européens tendaient de plus en plus à représenter la nation et à défendre ses valeurs particulières, l'État espagnol confondit sa cause avec celle d'une idéologie. L'évolution générale de la société et des États traduisait une affirmation des intérêts spécifiques de chaque nation, c'est-à-dire que la politique se voyait dépouillée de son caractère sacré, donc relativisée. L'idée de la mission universelle du peuple espagnol, défenseur d'une doctrine réputée juste et vraie, constituait une survivance médiévale et arabe ; greffée sur la monarchie hispanique, elle commença par inspirer ses actions, mais finit par l'immobiliser. Le plus étrange est que cette conception théologico-politique ait réapparu de nos jours. À ceci près qu'elle ne s'identifie plus avec une révélation divine : elle se présente comme le masque d'une prétendue science universelle de l'histoire et de la société. La vérité révélée est devenue « vérité scientifique » et ne s'incarne plus dans une Église et dans un Concile, mais dans un Parti et dans un Comité.

Le XVII^e siècle est le grand siècle espagnol : Quevedo et Góngora, Lope de Vega et Calderón, Vélasquez et Zurbarán, l'architecture et la néo-scolas-

tique. Cependant, il serait vain de chercher parmi ces grands noms celui d'un Descartes, d'un Hobbes, d'un Spinoza ou d'un Leibniz. Non plus que d'un Galilée ou d'un Newton. La théologie ferma les portes de l'Espagne à la pensée moderne et le siècle d'or de sa littérature et de ses arts fut aussi celui de sa décadence intellectuelle et de sa ruine politique. Le clair-obscur est encore plus frappant en Amérique. Depuis Montaigne, on a souligné les horreurs de la Conquête ; il conviendrait de rappeler également les créations américaines des Espagnols et des Portugais : elles furent admirables. Ils fondèrent des sociétés complexes, riches et originales, à l'image des cités qu'ils érigeaient, à la fois solides et fastueuses. Un axe double régissait ces vice-royautes et ces capitaineries générales, l'un vertical et l'autre horizontal. Le premier était hiérarchique et ordonnait la société suivant l'ordre descendant des classes et des groupes sociaux : seigneurs, gens du commun, Indiens, esclaves. Le second, l'axe horizontal, à travers la pluralité des juridictions et des statuts, unissait dans un réseau inextricable de droits et de devoirs les différents groupes sociaux et ethniques, avec leurs particularismes respectifs. Inégalité et vie en commun : principes opposés et complémentaires. Si de telles sociétés n'étaient pas modernes, elles n'étaient pas non plus barbares.

L'architecture est le miroir des sociétés. Mais ce miroir nous présente des images énigmatiques que nous devons déchiffrer. C'est ainsi que la richesse et le raffinement de villes comme Mexico et Puebla, au milieu du XVIII^e siècle, contrastent avec l'austère simplicité, proche de la pauvreté, de Boston ou de Philadelphie. Splendeur trompeuse : ce qui, aux États-Unis, représentait l'aurore, en Amérique hispanique était le crépuscule. Les Nord-Américains naquirent avec la Réforme et l'Encyclopédie, c'est-à-dire avec le monde moderne ; nous autres, avec la Contre-Réforme et la néo-scholastique, autrement dit contre le monde moderne. Nous n'avons connu ni révolution intellectuelle ni révolution démocratique de la bourgeoisie. Le fondement philosophique de la monarchie catholique et absolue trouve son origine dans la pensée de Suárez et de ses disciples de la Compagnie de Jésus. Ces théologiens renouvelèrent, avec génie, le thomisme et le transformèrent en forteresse philosophique. L'historien Richard Morse¹ a montré avec beaucoup de finesse que la fonction du néo-thomisme était double : d'une part, de façon explicite ou implicite, il représentait la base idéologique, le mur de soutènement de l'imposant édifice politique, juridique et économique que nous appelons Empire espagnol ; de l'autre, il constituait l'école de notre classe intellectuelle et modelait ses habitudes et ses attitudes. Dans ce sens – non comme philosophie mais comme attitude morale – son influence est encore sensible parmi les intellectuels d'Amérique latine.

À ses débuts, le néo-thomisme fut un courant de pensée destiné à défendre l'orthodoxie contre les hérésies luthériennes et calvinistes, ces deux pre-

1. Cf. R. Morse, « La cultura política iberoamericana, de Sarmiento a Mariátegui », in *Vuelta*, n° 58, septembre 1981 ; cf. aussi l'encadré p. 33-35 (NDLR).

mières expressions de la modernité. Contrairement aux autres tendances philosophiques de cette époque, le néo-thomisme ne fut pas une méthode d'exploration de l'inconnu, mais un système visant à préserver les choses connues et établies. L'âge moderne commence avec la critique des vérités premières ; la néo-scholastique se fixa pour objectif de défendre ces principes et de démontrer leur caractère nécessaire, éternel et immuable. Bien qu'au XVIII^e siècle, cette philosophie ait disparu de l'horizon intellectuel en Amérique latine, les attitudes et les habitudes qui lui étaient consubstantielles ont survécu jusqu'à nos jours. Nos intellectuels ont embrassé successivement le libéralisme, le positivisme et, aujourd'hui, le marxisme-léninisme ; pourtant, chez la majorité d'entre eux, sans distinction de philosophies, il n'est pas difficile de déceler les attitudes psychologiques et morales des anciens champions de la néo-scholastique. Modernité paradoxale : les idées sont d'aujourd'hui, les attitudes sont celles d'hier. Leurs aïeux juraient par saint Thomas, eux ne jurent que par Marx, mais, pour les uns comme pour les autres, la raison est une arme au service d'une Vérité. La mission de l'intellectuel est de la sauvegarder. Leur conception de la culture et de la pensée est polémique et combative : ce sont des croisés. Ainsi ont-ils perpétué sur nos terres une tradition intellectuelle peu respectueuse de l'opinion d'autrui, qui préfère les idées à la réalité et les systèmes intellectuels à la critique des systèmes.

Indépendance, modernité, démocratie

À partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, les nouvelles idées ont gagné l'Espagne et ses possessions d'outre-mer, mais avec lenteur et comme timidement. La langue espagnole possède un mot qui exprime très bien la nature de ce mouvement, à la fois dans son inspiration originale et dans ses limites : *européaniser*. La rénovation du monde hispanique, sa modernisation, ne pouvait résulter de l'implantation de principes spécifiques, élaborés par nous-mêmes, mais bien de l'adoption d'idées étrangères, celles des Lumières européennes. C'est pourquoi le terme *européaniser* a été employé comme synonyme de moderniser ; plus tard, un autre mot allait surgir, doté d'une même signification : *américaniser*. Pendant tout le XIX^e siècle, aussi bien dans la péninsule ibérique qu'en Amérique latine, les minorités éclairées utilisèrent différents moyens, souvent violents, pour assurer le changement dans nos pays et franchir le pas vers la modernité. Ceci explique que le mot *révolution* ait aussi été synonyme de *modernisation*. Nos guerres d'indépendance peuvent (ou doivent) être considérées dans cette perspective : leur objectif n'était pas seulement la séparation d'avec l'Espagne, mais, grâce à un bond révolutionnaire, la transformation des nouveaux États en nations véritablement modernes. C'est là un trait commun à tous les mouvements séparatistes, même si chacun d'eux a présenté, suivant la région, des caractères distinctifs.

Les révolutionnaires latino-américains se sont inspirés d'un double modèle : la Révolution d'indépendance des États-Unis et la Révolution française. En réalité, on pourrait dire que le XIX^e siècle commence avec trois grandes révolutions : la Révolution nord-américaine, la Révolution française et celle des nations d'Amérique latine. Toutes trois triomphèrent sur les champs de bataille, mais leurs conséquences politiques et sociales furent différentes dans chaque cas. Les États-Unis virent apparaître la première société authentiquement moderne, bien que ternie par l'esclavage des Noirs et l'extermination des Indiens. Quoique la France révolutionnaire ait connu des changements substantiels et radicaux, la nouvelle société hérita, sous de nombreux aspects, de la France centraliste de Richelieu et de Louis XIV, ainsi que l'a démontré Tocqueville. En Amérique latine, les peuples conquérèrent l'indépendance et commencèrent à se gouverner eux-mêmes ; pourtant, les révolutionnaires ne réussirent jamais, sauf en théorie, à instaurer des régimes et des institutions réellement libres et démocratiques. La Révolution nord-américaine fonda une nation ; la Révolution française modifia et renouvela la société ; les révolutions d'Amérique latine échouèrent dans un de leurs principaux objectifs : la modernisation politique, sociale et économique.

En France comme aux États-Unis, les révolutions furent la conséquence de l'évolution historique des deux nations ; les mouvements latino-américains se contentèrent d'adopter des doctrines et des programmes étrangers. Je dis bien : adopter, et non adapter. L'Amérique latine ne connaissait pas la tradition intellectuelle qui, depuis la Réforme et l'Encyclopédie, avait formé les consciences et les mentalités des élites françaises et nord-américaines ; on n'avait pas vu davantage s'y développer les classes sociales qui correspondaient, historiquement, à la nouvelle idéologie libérale et démocratique. C'est à peine s'il existait une classe moyenne, et notre bourgeoisie n'avait pas dépassé le stade du mercantilisme. En France, il y avait une relation organique entre les idées de ces classes sociales et les groupements révolutionnaires. Et on pourrait en dire autant de la Révolution nord-américaine. Chez nous, par contre, les idées ne correspondaient pas aux classes. Les idées remplirent une fonction de masques ; ainsi se transformèrent-elles en idéologie, dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire en voiles qui interceptent et défigurent la perception de la réalité. L'idéologie convertit les idées en écrans : elles cachent le sujet et, en même temps, l'empêchent de voir le réel. Elles aveuglent autrui et nous aveuglent nous-mêmes.

L'indépendance latino-américaine coïncide avec un moment de profonde léthargie de l'Empire espagnol. En Espagne, l'unité nationale s'était réalisée non par la fusion des différents peuples de la Péninsule ni par leur libre association, mais à travers une politique dynastique faite d'alliances et d'annexions forcées. La crise de l'État espagnol, précipitée par l'invasion napoléonienne, marqua le début de la désintégration. Voilà pourquoi le mouvement d'émancipation des nations hispano-américaines (le cas du Brésil est différent) doit se comprendre comme un processus de désagréga-

tion. À la manière d'une nouvelle mise en scène de la vieille histoire hispano-arabe et de ses cheiks en révolte, de nombreux dirigeants révolutionnaires considérèrent les terres libérées comme s'ils les avaient conquises à leur profit. Ainsi, les frontières de certaines nouvelles nations coïncidèrent avec celles qu'avaient dessinées les armées de libération. Le résultat fut l'atomisation de régions entières, comme en Amérique centrale et aux Antilles. Les caudillos inventèrent des pays qui n'étaient viables ni sur le plan politique ni sur le plan économique et qui, en outre, manquaient d'une véritable physionomie nationale. Contrairement aux prévisions du sens commun, suite au hasard historique et à la complicité entre les oligarchies locales, on a vu subsister les dictatures et l'impérialisme.

La dispersion fut un des résultats de l'Indépendance ; le second, ce furent l'instabilité, les guerres civiles et les dictatures. Après la chute de l'Empire espagnol et de son administration, deux groupes se partagèrent le pouvoir : les oligarchies locales dans le domaine économique et les militaires sur le plan politique. Les oligarchies étaient incapables de gouverner en leur propre nom. Sous le régime espagnol, la société civile, loin de croître et de se développer comme dans les autres pays occidentaux, avait vécu à l'ombre de l'État. Dans nos pays comme en Espagne, la réalité centrale était constituée par le système patrimonialiste. Dans ce système, le chef du gouvernement – qu'il soit prince ou vice-roi, caudillo ou président – gère l'État et la nation comme une extension de son patrimoine individuel, c'est-à-dire en les considérant comme son bien. Les oligarchies, composées de grands propriétaires terriens et de commerçants, avaient vécu à l'ombre du pouvoir central et manquaient aussi bien d'expérience politique que d'influence sur la population. Par contre, l'ascendant du clergé était énorme et, dans une moindre mesure, celui des avocats, des médecins et d'autres membres des professions libérales (source de la classe intellectuelle moderne). Sans plus attendre, ces groupes embrassèrent avec fureur les idéologies de l'époque ; les uns furent libéraux, les autres conservateurs. La seconde force, la plus décisive, était celle des militaires. Dans des pays sans expérience démocratique, avec de riches oligarchies et des gouvernements pauvres, la lutte entre factions politiques débouche fatalement sur la violence. Les libéraux ne furent pas moins violents que les conservateurs ; c'est dire s'ils furent aussi fanatiques que leurs adversaires. La guerre civile endémique suscita le militarisme et celui-ci engendre les dictatures.

Durant plus d'un siècle, l'Amérique latine a oscillé entre le désordre et la tyrannie, entre la violence anarchique et le despotisme. On a voulu expliquer la persistance de ces maux par l'absence des classes sociales et des structures économiques qui permirent l'avènement de la démocratie en Europe et aux États-Unis. Certes, nous avons manqué d'une bourgeoisie vraiment moderne, la classe moyenne a été faible et peu nombreuse, le prolétariat est un phénomène récent. Mais la démocratie n'est pas seulement le résultat des conditions sociales et économiques inhérentes au capitalisme et à la révolution industrielle. Castoriadis a montré que la démocratie est une

véritable *création* politique, c'est-à-dire un ensemble d'idées, d'institutions et de pratiques qui constituent une *invention* collective. La démocratie a été inventée deux fois, d'abord en Grèce, ensuite en Occident. Dans les deux cas, elle est née de la conjonction entre, d'une part, les théories et les idées de plusieurs générations et, d'autre part, les actions de divers groupes et classes, comme la bourgeoisie, le prolétariat et autres catégories sociales. La démocratie n'est pas une superstructure ; c'est une création populaire. En outre, c'est la condition même, le fondement de la civilisation moderne. C'est pourquoi, parmi les causes sociales et économiques que l'on cite généralement pour expliquer les échecs des démocraties latino-américaines, il convient d'ajouter cet autre élément auquel je me réfèrais plus haut : l'absence d'un courant intellectuel critique et moderne. Enfin, il ne faut pas oublier les facteurs d'inertie et de passivité, cette énorme masse d'opinions, d'habitudes, de croyances, de routines, de convictions, d'idées reçues et de coutumes qui composent la tradition des peuples. Voici déjà un siècle, le romancier Pérez Galdós, qui avait beaucoup médité sur ce thème, faisait dire à l'un de ses personnages, un libéral lucide, les mots suivants : « Dans l'ordre de la pensée, nous assistons au triomphe instantané de l'idée vraie sur l'idée fausse ; dès lors, nous croyons que l'idée peut aussi rapidement l'emporter sur les coutumes. Mais les coutumes, c'est le temps qui les a créées, avec autant de patience et de lenteur qu'il a mis à faire les montagnes, et seul le temps, en travaillant jour après jour, peut les détruire. On n'abat pas les montagnes à coups de baïonnettes². »

Cette rapide description serait incomplète si je négligeais de mentionner un facteur étranger qui, à la fois, précipita la désintégration et fortifia les tyrannies : l'impérialisme nord-américain. Certes, la fragmentation de nos pays, les guerres civiles, le militarisme et les dictatures n'ont pas été inventés par les États-Unis. Mais leur responsabilité est primordiale, car ils ont profité de la situation pour s'enrichir, croître et dominer. Ils ont fomenté les divisions entre les pays, les partis et les dirigeants ; ils ont menacé de recourir à la force et n'ont pas hésité à le faire chaque fois qu'ils ont vu leurs intérêts en danger ; à leur convenance, ils ont soutenu les rébellions ou renforcé les tyrannies. Leur impérialisme n'a pas été idéologique et leurs interventions ont obéi à des considérations d'ordre économique et de suprématie politique. Pour toutes ces raisons, les États-Unis ont constitué un des plus grands obstacles auxquels nous nous sommes heurtés dans notre élan de modernisation. Voilà qui est tragique, car la démocratie nord-américaine inspira les pères de notre Indépendance et nos grands libéraux, comme Sarmiento et Juárez. Depuis le XVIII^e siècle, la modernisation s'est confondue, pour nous, avec la démocratie et les institutions libres, l'archétype de cette modernité politique et sociale fut le régime démocratique des États-Unis. Némésis historique : en Amérique latine, les États-Unis ont été les protecteurs des tyrans et les alliés des ennemis de la démocratie.

2. Benito Pérez Galdós, *La segunda casaca*, 1883.

Légitimité historique...

Après avoir obtenu leur indépendance, les nations latino-américaines choisirent la république démocratique comme système de gouvernement. L'expérience impériale mexicaine fut de courte durée ; au Brésil, l'institution républicaine parvint aussi rapidement à se substituer à l'Empire. L'adoption de constitutions démocratiques dans tous les pays latino-américains et la fréquence avec laquelle ces mêmes pays imposent des régimes dictatoriaux, manifestent à suffisance qu'un des traits caractéristiques de nos sociétés est le divorce entre la réalité légale et la réalité politique. La démocratie est la légitimité historique ; la dictature est le régime d'exception. Le conflit entre la légitimité idéale et les tyrannies effectives est une expression supplémentaire – une des plus douloureuses – de l'insoumission de la réalité historique aux schémas et aux géométries que lui impose la philosophie politique. Les constitutions latino-américaines sont excellentes, mais elles ne furent pas pensées en fonction de nos pays. Dans un autre texte, je les ai appelées des « camisoles de force » ; il convient d'ajouter que, périodiquement, ces « camisoles » furent taillées en pièces par les soulèvements populaires. Les désordres et les explosions de violence ne furent rien d'autre que la vengeance des réalités latino-américaines ou, comme le disait Galdós, des *coutumes*, têtues et lourdes comme des montagnes, explosives comme des volcans. Les dictatures furent la réponse brutale aux vagues de violence. Remède funeste, car il entraîne fatalement de nouvelles déflagrations. L'impuissance des schémas intellectuels face aux réalités prouve une fois encore que nos réformateurs ne partagèrent ni l'imagination ni le réalisme des missionnaires du XVI^e siècle. Impressionnés par la fervente religiosité des Indiens, les *padrecitos*³ cherchèrent et trouvèrent, dans les mythologies précolombiennes, des points d'intersection avec le christianisme. C'est cela qui permit le passage des anciennes religions à la nouvelle. En s'indianisant, le christianisme s'enracina et assura sa fécondité. Voilà qui aurait dû inspirer nos réformateurs.

Les tentatives pour réconcilier la légitimité formelle et la réalité traditionnelle n'ont guère été nombreuses. Du reste, presque toutes ont échoué. La plus cohérente et lucide, celle de l'APRA au Pérou⁴, s'épuisa dans une longue lutte qui, si elle représente une contribution exemplaire à la défense de la démocratie, n'en finit pas moins par dilapider ses énergies révolutionnaires. D'autres tentatives furent de simples caricatures ; le péronisme par exemple, qui voisina d'un côté avec le fascisme à l'italienne et, de l'autre, avec la démagogie populiste. *L'expérience mexicaine, malgré toutes ses lacunes, a été la plus réussie, la plus originale et la plus profonde. Ce ne*

3. Littéralement, « petits pères » : diminutif populaire, à la fois déférent et familier. (N. du T.)

4. L'Alliance populaire révolutionnaire américaine, fondée en 1930 par Raoul Haya de la Torre, un des mouvements populistes les plus importants d'Amérique latine. (N. du T.)

fut pas un programme ni une théorie, mais la réponse instinctive à l'absence de programme et de théorie. Comme toute véritable création politique, ce fut une œuvre collective destinée à résoudre les problèmes particuliers d'une société en ruines et comme vidée de son sang. Elle naquit de la Révolution mexicaine, ce mouvement qui avait balayé les institutions créées par les libéraux du XIX^e siècle, bientôt masquées par la dictature de Porfirio Díaz. Ce régime, héritier du libéralisme de Juárez, était une sorte de version métisse – combinaison de caudillisme, de libéralisme et de positivisme – du despotisme éclairé du XVIII^e siècle. Comme toutes les dictatures, celle de Díaz fut impuissante à résoudre le problème de la succession, c'est-à-dire de la légitimité : durant la vieillesse du caudillo, le régime ankylosé tenta de se survivre à lui-même. La réponse du pays fut la violence. La rébellion politique se transforma presque instantanément en révolte sociale.

Ce n'est pas sans hésiter que les révolutionnaires victorieux repoussèrent la tentation qui assaille toutes les révolutions triomphantes et finit par les faire échouer : résoudre les querelles entre factions par la dictature d'un César révolutionnaire. Les Mexicains parvinrent à éviter cet écueil, sans verser dans l'anarchie ou dans la guerre intestine, grâce à un double compromis : d'une part, l'interdiction de réélire un président ferma la porte au caudillisme ; de l'autre, la constitution d'un parti groupant les syndicats ouvriers et les organisations des paysans et des classes moyennes, assura la continuité du régime. Ce parti n'est pas une formation idéologique et n'obéit pas à une orthodoxie ; il ne constitue pas davantage une « avant-garde » du peuple ou un groupe choisi de militants. C'est une organisation ouverte plutôt amorphe, dirigée par une bureaucratie politique issue des classes populaires et moyennes. Ainsi, durant plus d'un siècle, le Mexique n'avait pu échapper à cette fatalité circulaire qui consiste à passer de l'anarchie à la dictature, et vice versa. Pour y remédier, il n'a choisi ni la démocratie ni le despotisme, mais un régime singulier, à la fois paternaliste et populaire, et qui peu à peu – non sans heurts, violences et rechutes – s'est orienté vers des formes toujours plus libres et démocratiques. Mais le processus a été trop lent et la fatigue du système se fait sentir depuis plusieurs années. Au lendemain de la crise de 1968, le régime a entrepris, avec réalisme et bon sens, une série de changements qui ont culminé dans l'actuelle réforme politique. Malheureusement, les partis indépendants et de l'opposition sont non seulement minoritaires, mais manquent de cadres et de programmes capables de remplacer le parti au pouvoir depuis des décennies. Le problème de la succession se pose donc comme en 1910 : s'il ne veut pas s'exposer à de graves dommages, le système mexicain devra se rénover à travers une transformation démocratique interne... Je ne m'arrêterai pas davantage sur ce sujet. Je lui ai consacré plusieurs essais, dont « L'ogre philanthropique⁵ », et je me permets d'y renvoyer mes lecteurs.

5. Voir *Rire et pénitence, Art et histoire*, Gallimard, 1963, p. 44-64. (N. du T.)

L'histoire de la démocratie latino-américaine n'est pas seulement l'histoire d'un échec. *Longtemps, les démocraties de l'Uruguay, du Chili et de l'Argentine ont fait figures d'exemples.* Toutes trois sont tombées, l'une après l'autre, remplacées par des gouvernements militaires. La démocratie colombienne après une période de violence stérile, s'est récemment raffermie ; celle du Pérou, au lendemain d'un régime militaire, s'est renouvelée et fortifiée. Mais les exemples les plus réconfortants nous viennent du Venezuela et du Costa-Rica : deux authentiques démocraties. Le cas de la petite république du Costa-Rica, au cœur d'une Amérique centrale turbulente et autoritaire, est en vérité admirable.

Pour en terminer avec ce bref tour d'horizon, je dirai qu'*il est significatif que la fréquence des coups d'État militaires n'ait jamais entamé la légitimité démocratique dans la conscience de nos peuples. Son autorité morale a été indiscutable.* C'est pourquoi tous les dictateurs, sans exception, déclarent solennellement, dès la prise du pouvoir, que leur gouvernement est intérimaire et qu'ils sont disposés à restaurer les institutions démocratiques dès que les circonstances le permettront. Bien sûr, il est rare qu'ils accomplissent leur promesse ; mais ce qui me paraît révélateur et digne d'être souligné, c'est qu'ils se sentent obligés de prendre cet engagement. Il s'agit d'un phénomène capital, sur la signification duquel on s'est rarement interrogé : jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle, personne n'a osé mettre en doute que la démocratie représentait la légitimité historique et constitutionnelle de l'Amérique latine. C'est avec elle que nous étions nés et, au-delà des crimes et des tyrannies, la démocratie apparaissait comme une sorte d'acte de baptême de nos peuples. Depuis vingt-cinq ans, la situation a changé, et ce changement nécessite un commentaire.

... et athéologie totalitaire

Le mouvement de Fidel Castro a enflammé l'imagination de nombreux Latino-Américains, surtout parmi les étudiants et les intellectuels. Castro apparut comme l'héritier des grandes traditions de nos peuples : l'indépendance et l'unité de l'Amérique latine, l'anti-impérialisme, un programme de réformes sociales radicales et nécessaires, la restauration de la démocratie. Ces illusions se sont évanouies l'une après l'autre. Le processus de dégénérescence de la Révolution cubaine a été raconté à maintes reprises, y compris par ceux qui avaient participé directement au mouvement, tel un Carlos Franqui. Je ne vais donc pas répéter ce qui est connu. Je note simplement que l'évolution malheureuse du régime de Castro a été la conséquence de la combinaison de nombreux éléments : la personnalité du chef révolutionnaire, type même du caudillo latino-américain dans la tradition hispano-arabe ; la structure totalitaire du parti communiste cubain, qui fut l'instrument politique de l'imposition du modèle soviétique à domination bureaucratique ; l'insensibilité et l'arrogance maladroite de Washington, spécialement pendant la première phase de la Révolution cubaine, avant

qu'elle ne soit confisquée par la bureaucratie communiste ; enfin, comme, dans les autres pays d'Amérique latine, la faiblesse de nos traditions démocratiques. Ce dernier point explique que le régime, alors qu'il révèle chaque jour davantage sa nature despotique et que l'on connaît bien les échecs de sa politique économique et sociale, conserve encore une partie de son ascendant initial sur quelques jeunes universitaires et intellectuels. D'autres s'accrochent à ces illusions par désespoir. Ce n'est pas rationnel, mais explicable : le mot *desdicha*, dans le sens moral d'infortune comme dans le sens matériel d'extrême pauvreté, semble avoir été inventé pour décrire la situation de la majorité de nos pays. De plus, beaucoup d'adversaires de Castro sont aussi acharnés à perpétuer cette terrible situation. Inimitiés symétriques.

Il n'est pas malaisé de comprendre pourquoi le régime de Castro jouit toujours de quelque crédit auprès de certains groupes. Mais expliquer ne signifie pas justifier, et moins encore disculper, surtout lorsqu'on trouve parmi les « croyants », des écrivains, des intellectuels et de hauts fonctionnaires de gouvernements comme ceux de la France et du Mexique. Toutes ces personnes ont volontairement choisi de ne pas voir ce qui se passe à Cuba et d'être sourdes aux plaintes des victimes d'une dictature injuste. L'attitude de ces groupes et individus ne diffère guère de celle des staliniens trente ans plus tôt ; tout comme eux, certains auront honte, un jour, de ce qu'ils auront dit – et tu. En outre, l'échec du régime de Castro est manifeste et indéniable. Il est visible sous trois aspects essentiels. Au point de vue international, Cuba continue d'être un pays dépendant, cette fois de l'Union Soviétique. Dans le domaine politique, les Cubains sont encore moins libres qu'auparavant. Enfin, dans la sphère économique et sociale, la population souffre d'une pénurie plus grande et de plus dures épreuves qu'il y a vingt-cinq ans. L'œuvre d'une révolution se mesure aux transformations qu'elle mène à bien ; parmi elles, le changement des structures économiques joue un rôle capital. Cuba était un pays qui se caractérisait par la monoculture du sucre, cause essentielle de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur et de sa vulnérabilité économique et politique. Or, à ce point de vue, rien n'a changé.

Pendant de nombreuses années, les intellectuels latino-américains et beaucoup d'Européens ont refusé d'écouter les Cubains exilés, dissidents et pourchassés. Mais il est impossible de cacher le soleil. Voici quelques années à peine, le monde fut stupéfié par la fuite de plus de cent mille Cubains, chiffre énorme si l'on songe à la population de l'île. La surprise fut plus grande encore quand nous avons vu les fugitifs sur les écrans de cinéma et de télévision. Ce n'étaient pas des bourgeois partisans de l'ancien régime, pas plus que des dissidents politiques, mais des gens modestes, des hommes et des femmes du peuple, désespérés et affamés. Les autorités cubaines déclarèrent que toutes ces personnes n'avaient pas de « problèmes politiques » et, dans une certaine mesure, c'était vrai : cette masse humaine n'était pas formée d'opposants, mais bien de *fugitifs*. La fuite des Cubains

ne fut pas essentiellement distincte des évasions du Cambodge et du Viêt-nam et répond aux mêmes motifs. C'est là une des conséquences sociales et humaines de l'implantation des dictatures bureaucratiques qui ont usurpé le nom de socialisme. Les victimes des « dictatures du prolétariat » ne sont pas les bourgeois, mais les prolétaires. Comme une soudaine éclaircie, la fuite des cent mille a dissipé les mensonges et les illusions qui nous empêchaient de voir la réalité cubaine. Pour combien de temps ? Comme les Hyperboréens du mythe, nos contemporains aiment vivre dans le brouillard moral et intellectuel.

J'ai déjà signalé que les dictatures latino-américaines se définissent elles-mêmes comme des régimes intérimaires d'exception. Aucun de nos dictateurs, pas même les plus hardis, n'a nié la légitimité historique de la démocratie. Le premier régime qui ait osé proclamer une légitimité différente a été celui de Castro. Le fondement de son pouvoir n'est pas la volonté de la majorité exprimée par un suffrage libre et secret, mais une conception qui, malgré ses prétentions scientifiques, présente une certaine analogie avec le Mandat du Ciel dans la Chine ancienne. Cette conception, faite de bribes du marxisme (le vrai et tous les apocryphes), est le credo officiel de l'Union Soviétique et des autres dictatures bureaucratiques. Son fondement est la formule archiconnue : le mouvement général et ascendant de l'histoire s'incarne dans une classe, le prolétariat, qui remet son pouvoir à un parti, lequel le délègue à un comité qui, à son tour, le confie à son chef. Castro gouverne au nom de l'histoire. À l'instar de la volonté divine, l'histoire est une instance supérieure qui ignore les opinions changeantes et contradictoires des masses. Il serait inutile de vouloir réfuter cette conception : ce n'est pas une doctrine, mais une croyance. Et une croyance incarnée dans un parti dont la nature est double : c'est une Église et une armée. La gêne que nous ressentons devant ce nouvel obscurantisme n'est pas essentiellement différente de celle qu'éprouvèrent nos ancêtres libéraux face aux ultramontains de 1800. Les anciens dogmatiques considéraient la monarchie comme une institution divine et le monarque comme un élu de Dieu ; ceux d'aujourd'hui voient dans le parti un instrument de l'histoire et dans ses chefs les interprètes de celle-ci. Nous assistons au retour de l'absolutisme, sous couvert de science, d'histoire et de dialectique.

La ressemblance entre le totalitarisme contemporain et l'ancien absolutisme recouvre, néanmoins, des différences profondes. Je ne peux, dans les limites de cet article, les explorer ni m'y arrêter. Je me contenterai de mentionner la différence essentielle : l'autorité du monarque absolu s'exerçait au nom d'une instance supérieure et surnaturelle, Dieu ; dans le totalitarisme, le chef exerce son pouvoir au nom de son identification avec le parti, le prolétariat et les lois qui régissent le développement historique. *Le chef est l'histoire universelle en personne.* Le Dieu transcendant des théologiens aux XVI^e et XVII^e siècles descend sur terre et se mue en « processus historique » ; à son tour, le « processus historique » s'incarne dans tel ou tel leader : Staline, Mao, Fidel. Le totalitarisme confisque les formes religieuses et

les vide de leur contenu avant de s'en revêtir. La démocratie moderne avait consommé la séparation entre la religion et la politique ; le totalitarisme les unit à nouveau, mais inversées : le contenu de la politique du monarque absolu était religieux ; de nos jours, la politique est le contenu de la pseudo-religion totalitaire. Aux XVI^e et XVII^e siècles, le pont qui unissait la religion et la politique était la théologie néo-thomiste ; au XX^e siècle, le pont qui conduit de la politique au totalitarisme est une idéologie faussement scientifique qui se présente comme une science universelle de l'histoire et de la société. Le thème est passionnant, mais je m'en tiendrai là : je dois maintenant revenir au cas particulier de l'Amérique latine⁶. Ce n'est pas seulement la prétention pseudo-scientifique de cette conception qui s'avère inquiétante, mais aussi son caractère antidémocratique. Les réalisations et la politique du régime de Castro sont la négation de la démocratie et des principes mêmes sur lesquels elle se fonde. Dans ce sens, la dictature bureaucratique cubaine constitue une véritable nouveauté historique sur notre continent : avec elle commence, non pas le socialisme, mais une « légitimité révolutionnaire » qui se propose de destituer la légitimité historique de la démocratie. Ainsi s'est rompue la tradition qui avait fondé l'Amérique latine.

Empire et idéologie

Depuis le milieu du siècle dernier, l'hégémonie nord-américaine sur l'ensemble du continent a été continuelle et indiscutable. Souvent dénoncée par les Latino-Américains, la doctrine Monroe fut l'expression de cette réalité. Ici aussi, la Révolution cubaine apparaît comme une rupture radicale. Nouvelle manifestation de la Némésis : la politique dédaigneuse et hostile de Washington précipita Castro dans les bras de l'URSS. Comme un don tombé du ciel de l'histoire – où ne règne pas la dialectique, mais le hasard – les Soviétiques reçurent ce que Napoléon III, la reine Victoria et le Kaiser avaient toujours rêvé d'obtenir sans y réussir jamais : une base politique et militaire en Amérique. *Du point de vue de l'histoire, la fin de la doctrine Monroe signifie un retour au commencement : comme au XVI^e siècle, notre continent est ouvert à l'expansion des puissances extra-continéntales.* C'est pourquoi la fin de la présence nord-américaine à Cuba n'a pas représenté une victoire de l'anti-impérialisme. Le déclin (relatif) de la suprématie des États-Unis signifie, d'une façon claire et primordiale, que l'expansion impériale russe touche maintenant l'Amérique latine. Nous nous sommes convertis (on nous a convertis) en un nouveau champ de bataille des grandes puissances. Ce ne sont pas nos actes, mais les accidents de l'histoire qui nous ont conduits à cette situation. Que pouvons-nous faire ? Que notre marge d'action soit faible ou considérable, nous devons tout d'abord

6. Le lecteur intéressé pourra lire avec profit les réflexions pénétrantes et éclairantes de Claude Lefort dans *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981, p. 83.

essayer de réfléchir lucidement et dans un esprit indépendant ; ensuite et surtout, ne pas nous résigner à la passivité de l'objet.

Plus heureux que Napoléon III dans son aventure mexicaine, les Russes n'ont guère eu besoin d'envoyer des troupes à Cuba ni de livrer bataille. C'est là une situation diamétralement opposée à celle de l'Afghanistan. Le gouvernement de Castro a liquidé l'opposition, composée en grande partie d'anciens partisans, et a réduit au silence les mécontents. L'Union Soviétique possède à Cuba des alliés sûrs, qui lui sont unis par les liens de l'intérêt, de l'idéologie et de la complicité. La coalition russo-cubaine est, à la fois, diplomatique, économique, militaire et politique. Dans toutes les chancelleries et sur les forums internationaux, la diplomatie cubaine soutient des points de vue identiques à ceux de l'Union Soviétique ; en outre, elle sert et défend, avec habileté et diligence, les intérêts russes parmi les pays non alignés. L'URSS et les pays de l'Est européen subventionnent l'économie cubaine défaillante, mais sans parvenir à l'équilibrer. Par contre, leur aide militaire est considérable et sans proportion avec les besoins réels de l'île. En vérité, les troupes cubaines sont un poste avancé des Soviétiques et ont participé aux opérations guerrières en Afrique et ailleurs. Il n'est pas réaliste – c'est le moins que l'on puisse dire – de fermer les yeux, comme l'ont fait certains gouvernements et notamment le mexicain, sur le caractère expressément militaire de l'alliance russo-cubaine.

L'importance de Cuba comme base politique est plus grande encore, s'il est toujours loisible, au point où nous en sommes, d'établir une distinction entre le militaire et le politique. La Havane a été et reste un centre d'agitation, de propagande, de coordination et d'entraînement des mouvements révolutionnaires d'Amérique latine. Pourtant, les révoltes et les troubles qui secouent notre continent, spécialement en Amérique centrale, ne sont pas le résultat d'une conspiration russo-cubaine ni des machinations du communisme international, comme s'évertuent à le répéter les porte-parole du gouvernement nord-américain. Ces mouvements, nous le savons tous, sont la conséquence des injustices sociales, de la pauvreté et de l'absence de libertés politiques dans beaucoup de pays latino-américains. Les Soviétiques n'ont pas inventé le mécontentement : ils l'utilisent et tentent de le récupérer à leurs fins. Il faut bien reconnaître qu'ils y parviennent presque toujours. La politique incohérente des États-Unis n'a pas été étrangère à cet état de choses. Cela dit, je me demande pourquoi de nombreux mouvements révolutionnaires, qui constituaient à l'origine des réponses généreuses à des conditions sociales injustes et intolérables, se transforment ensuite en instruments de l'URSS. Pourquoi, en triomphant, reproduisent-ils dans leur pays le modèle totalitaire à domination bureaucratique ?

L'organisation et la discipline des partis communistes impressionnent presque toujours l'apprenti révolutionnaire ; ce sont des corps qui combinent deux formes d'association au caractère prosélyte et combatif, et dont la cohésion interne est solidement éprouvée : l'armée et l'ordre religieux. Dans l'une comme dans l'autre, l'idéologie soude les volontés et justifie la divi-

sion du travail et les strictes hiérarchies. Tous deux sont des écoles d'action et d'obéissance. Le parti, en outre, est la personnification collective de l'idéologie. La primauté du politique sur l'économique est un des traits qui distinguent l'impérialisme russe des impérialismes capitalistes occidentaux. En URSS, le facteur politique n'est pas seulement compris comme une stratégie et une tactique, mais comme une dimension de l'idéologie. Alain Besançon qualifie l'Union Soviétique d'*idéocratie* et sa dénomination est exacte : dans ce pays, l'idéologie remplit une fonction semblable à celle de la théologie à la cour de Philippe II, mais à un niveau intellectuel beaucoup plus bas. C'est là une des caractéristiques prémodernes de l'État russe et qui confirme sa nature hybride, mélange surprenant d'archaïsme et de modernité. En même temps, la prééminence de l'idéologie explique la séduction que le système communiste exerce encore sur des esprits simples et des intellectuels originaires de pays où les idées libérales et démocratiques ont pénétré tard et mal. Les classes populaires d'Amérique latine, paysans et ouvriers traditionnellement catholiques, se sont montrées insensibles à la fascination du nouvel absolutisme totalitaire ; par contre, les intellectuels, ainsi que la petite et la haute bourgeoisie, ayant perdu leur ancienne foi, ont embrassé ce succédané idéologique consacré par la « science ». La grande majorité des dirigeants révolutionnaires d'Amérique latine appartiennent aux classes moyennes et élevées, c'est-à-dire aux groupes sociaux où l'idéologie prolifère.

La politique idéologique fait bon ménage avec un certain réalisme. L'histoire des fanatismes abonde en commandants sagaces et valeureux, en brillants stratèges et en diplomates avisés. Staline fut un monstre, pas un rêveur. Bien au contraire, car l'idéologie nous débarrasse de nombreux scrupules en introduisant dans les relations politiques, relatives par nature, un absolu au nom duquel tout est permis – ou presque. Dans le cas de l'idéologie communiste, l'absolu porte un nom : les lois du développement historique. La traduction de ces lois en termes philosophiques et moraux est « la libération de l'humanité », une tâche confiée, au nom de ces mêmes lois, au prolétariat industriel. Tout ce qui peut servir à cette fin, y compris les crimes, est donc moral. Mais qui définit la fin et les moyens ? Le prolétariat lui-même ? Non, son avant-garde, le parti et ses dirigeants. Voici déjà plus de quarante ans, dans sa réponse à Léon Trotsky, le philosophe John Dewey démontra le caractère fallacieux de ce raisonnement. Tout d'abord, l'existence de ces lois du développement historique est plus que douteuse, et il est encore moins sûr que les dirigeants communistes soient les plus aptes à les interpréter et à les exécuter. Ensuite, même si ces lois se caractérisent par la vigueur rigoureuse d'une loi physique, comment en déduire une morale ? La loi de l'attraction universelle n'est ni bonne ni mauvaise. Aucun théorème n'interdit de tuer ou ne prescrit la charité. Un critique ajoutait cette remarque : si Marx avait découvert que les lois du développement historique ne tendent pas à libérer les hommes, mais à les réduire en esclavage, serait-il moral de

lutter pour l'asservissement de l'humanité entière⁷ ? Le scientisme sert de masque au nouvel absolutisme.

Trotsky ne répondit jamais à Dewey, mais, après sa mort, on a vu augmenter le nombre des croyants dans ces lois qui accordent l'absolution morale à ceux qui œuvrent en leur nom. Il n'est pas difficile de découvrir les origines de cette morale : c'est une version laïque de la guerre sainte. Le nouvel absolu parvient à emporter l'adhésion de nombreuses consciences parce qu'il satisfait l'antique et perpétuelle soif de totalité dont souffrent tous les hommes. L'absolu et la totalité sont les deux faces de la même réalité psychique. Nous cherchons la totalité car c'est la réconciliation de notre être isolé, orphelin et errant, avec le grand tout, la fin de l'exil qui commence à la naissance. C'est une des racines de la religion et de l'amour, comme du rêve de fraternité et d'égalité. Nous avons besoin d'un absolu car lui seul peut nous donner la certitude de la vérité et de la bonté de la totalité que nous avons embrassée. Au début, les révolutionnaires sont unis par une fraternité dans laquelle la recherche du pouvoir et la lutte des intérêts et des personnes sont encore indissociables de la passion justicière. C'est une fraternité régie par un absolu, mais qui doit aussi, pour se réaliser en tant que totalité, s'affirmer face à l'extérieur. Ainsi apparaît l'*autre*, qui n'est pas simplement l'adversaire politique professant des opinions différentes des nôtres : l'*autre* est l'ennemi de l'absolu, l'ennemi absolu. Il faut l'exterminer. Rêve héroïque, terrible... et dont on se réveille horrifié : l'*autre* est notre double.

Défense de la démocratie

Au début de l'année 1980, j'ai publié dans divers journaux d'Amérique et d'Espagne une série de commentaires politiques sur la décennie qui venait de s'achever : *Temps orageux* (1970-1979). Dans le dernier de ces articles (paru au Mexique en janvier 1980), j'écrivais ceci : « La chute de Somoza a soulevé une question à laquelle personne n'ose encore répondre : le nouveau régime va-t-il s'orienter vers une démocratie sociale, ou tenter d'implanter une dictature comme celle de Cuba ? Cette seconde voie marquerait le commencement d'une série de terribles conflits en Amérique centrale et qui s'étendraient sans doute au Mexique, au Venezuela, à la Colombie. [...] Ces conflits n'auraient pas uniquement un caractère national et les frontières des pays ne pourraient les contenir. Étant donné les forces et les idéologies qui s'affrontent aujourd'hui, les luttes latino-américaines ont une dimension internationale. En outre, comme les épidémies, ce sont des phénomènes contagieux et que nul cordon sanitaire ne pourra endiguer. La réalité sociale et historique de l'Amérique centrale ne correspond pas à la division artificielle en six pays... Il serait illusoire de penser que ces conflits

7. Baruch Knei-Paz, *The social and political thought of Leon Trotsky*, Oxford University Press, 1978.

peuvent être isolés : ils font déjà partie des grandes luttes idéologiques, politiques et militaires de notre siècle. »

La réalité vint confirmer mes craintes. Le renversement de Somoza, salué avec enthousiasme par les démocrates et les socialistes d'Amérique latine, fut le résultat d'un mouvement auquel participa tout le peuple du Nicaragua. Comme d'habitude, un groupe de dirigeants qui s'étaient distingués dans la lutte, prit la tête du régime révolutionnaire. On applaudit à certaines mesures du nouveau gouvernement destinées à établir un ordre social plus juste dans un pays saccagé depuis plus d'un siècle aussi bien par certains de ses citoyens que par des étrangers. La décision de ne pas appliquer la peine de mort aux anciens partisans de Somoza fut également reçue comme un élément positif. Par contre, ce fut une déception d'apprendre qu'on avait différé les élections jusqu'en 1985 (maintenant, on parle de les reporter aux calendes grecques) : un peuple sans élections libres est un peuple sans voix, sans yeux et sans bras. Au cours des deux dernières années, l'embrigadement de la société, les attaques dirigées contre le seul journal libre, le contrôle chaque jour plus strict de l'opinion publique, le militarisme, l'espionnage généralisé sous prétexte de mesures de sécurité, le langage et les agissements toujours plus autoritaires des dirigeants ont constitué autant de signes qui rappellent le processus suivi par d'autres révolutions qui se sont achevées dans la pétrification totalitaire.

Le gouvernement mexicain a manifesté son amitié à celui de Managua et lui a prêté son appui économique, moral et politique. Pourtant, ce n'est un mystère pour personne que les regards des dirigeants sandinistes ne sont pas tournés vers Mexico, mais vers La Havane. Leurs inclinations procubaines et prosoviétiques sont manifestes. En matière internationale, un des premiers actes du gouvernement révolutionnaire fut de voter, à la conférence des pays non alignés (La Havane, 1979), pour la reconnaissance du régime imposé au Cambodge par les troupes du Viêt-nam. Depuis lors, le bloc soviétique compte une voix de plus sur les forums internationaux. Je sais bien qu'il n'est facile pour aucun Nicaraguayen d'oublier la funeste intervention des États-Unis, depuis plus d'un siècle, dans les affaires intérieures de leur pays ; pas plus que leur complicité avec la dynastie des Somoza. Mais ces préjugés passés qui justifient l'anti-américanisme, peuvent-ils justifier le prosoviétisme ? Le gouvernement de Managua aurait pu profiter de l'amitié du Mexique, de la France et de la République fédérale d'Allemagne, tout comme de la sympathie des dirigeants de la II^e Internationale, pour explorer une voie d'action indépendante qui, sans livrer le pays aux mains de Washington, ne l'aurait pas transformé non plus en tête de pont de l'Union Soviétique. Il ne l'a pas fait. Les Mexicains doivent-ils continuer d'offrir leur amitié à un régime qui leur préfère d'autres partenaires ?

Dans le numéro d'*Esprit* de décembre 1981, Gabriel Zaïd publia un article qui est non seulement une analyse éclairante de la situation au Salvador, mais le meilleur reportage que j'ai lu sur ce pays. Ce texte confirme que la logique de la terreur est celle des miroirs : l'image que le terroriste se fait de

l'assassin n'est pas celle de son adversaire, mais la sienne propre. Cette vérité psychologique et morale est également politique : le terrorisme des militaires et de l'extrême droite se dédouble dans le terrorisme de la guérilla. Mais ni le gouvernement ni les rebelles ne sont des blocs homogènes : ils sont divisés en nombreux groupes et tendances. C'est pourquoi Zaïd insinue qu'une solution possible – qui ne serait pas celle de l'extermination d'un des deux partis en présence – consisterait à trouver, dans les deux camps, des groupes décidés à remplacer les armes par le dialogue. Ce n'est pas impossible, en effet : l'immense majorité des habitants du Salvador, sans distinction d'idéologie, sont opposés à la violence – d'où qu'elle vienne – et aspirent à un retour aux voies pacifiques et démocratiques. Les élections du 28 mars 1982 ont corroboré l'opinion de Gabriel Zaïd : malgré la violence déchaînée par la guérilla, le peuple descendit dans la rue et attendit pendant des heures, exposé aux tirs et aux bombes, de pouvoir déposer son bulletin. Ce fut un exemple admirable, et l'indifférence de nombreux observateurs devant cet héroïsme pacifique est un signe supplémentaire de la vilenie des temps que nous vivons. La signification de cette élection est indubitable : la grande majorité des Salvadoriens incline à la légalité démocratique. Les suffrages exprimés ont favorisé le parti social-chrétien de Duarte, mais une coalition des partis de droite et d'extrême droite pourrait escamoter la victoire. Cette situation aurait pu être évitée si les guérilleros avaient accepté la confrontation démocratique ; d'après le correspondant du *New York Times* au Salvador, ils auraient obtenu entre quinze et vingt-cinq pour cent des voix. Tragique abstention. Si la droite assume le pouvoir, le conflit se poursuivra et causera un mal irréparable ; que la droite ou les guérillas l'emportent, ce sera, de toutes façons, la déroute de la démocratie⁸.

Toute l'histoire de nos pays est inscrite dans la situation de l'Amérique centrale. C'est comme une clef : la déchiffrer, c'est nous contempler, lire le récit de nos infortunes. La première, aux conséquences fatales, fut celle de l'indépendance : en nous libérant, elle nous divisa. La fragmentation multiplia les dictatures, et les luttes entre les tyrans facilitèrent l'intrusion des États-Unis. Ainsi, la crise de l'Amérique centrale a deux visages. D'une part, la fragmentation produisit la dispersion, la dispersion engendra la faiblesse et la faiblesse culmine aujourd'hui dans une crise d'indépendance : l'Amérique centrale est un champ de bataille des puissances mondiales. D'autre part, la déroute de la démocratie signifie le maintien de l'injustice et de la misère physique et morale, quel que soit le vainqueur, le colonel ou le commissaire du peuple. *La démocratie et l'indépendance sont des réalités complémentaires et inséparables : perdre la première, c'est perdre la seconde, et inversement.* Il faut aider l'Amérique centrale à gagner cette double bataille : celle de la démocratie et celle de l'indépendance. Peut-être n'est-il pas inopportun de reproduire la conclusion de l'article que je citais déjà

8. J'ai écrit ces lignes deux jours après les élections salvadoriennes. Malheureusement, les événements postérieurs semblent n'avoir fait qu'aggraver la situation.

plus haut : « La politique internationale du Mexique est traditionnellement fondée sur le principe de non-intervention. [...] Ce fut et reste un bouclier juridique, une arme légale. Elle nous a défendus et permis de défendre d'autres peuples. Aujourd'hui pourtant, cette politique ne suffit plus. Il serait incompréhensible que notre gouvernement ferme les yeux devant la nouvelle configuration des forces sur le continent américain. Face à des situations comme celles qui pourraient survenir en Amérique centrale, il ne suffit pas d'énoncer des doctrines abstraites d'ordre négatif : nous avons des principes et des intérêts à défendre dans cette région. Il n'est pas question d'abandonner le principe de non-intervention, mais de lui donner un contenu positif : nous voulons des régimes démocratiques et pacifiques sur notre continent. Nous voulons des amis, pas des agents armés d'un pouvoir impérial. »

On dit souvent que les problèmes de l'Amérique latine sont ceux d'un continent sous-développé. Ce terme est équivoque : plus qu'une description, c'est un jugement. Il dit, mais n'explique rien. Et il dit peu de choses : sous-développement en quoi, pourquoi et par rapport à quel modèle ou paradigme ? C'est un concept technocratique qui dédaigne les véritables valeurs d'une civilisation, la physionomie et l'âme de chaque société. C'est un concept ethnocentriste. Cela ne veut pas dire que je veuille sous-estimer les problèmes de nos pays : la dépendance économique, politique et intellectuelle vis-à-vis de l'extérieur ; l'injustice des inégalités sociales, la pauvreté extrême voisinant avec la richesse et le gaspillage, l'absence de libertés publiques, la répression, le militarisme, l'instabilité des institutions, le désordre, la démagogie, les mythomanies, l'éloquence creuse, le mensonge et ses masques, la corruption, l'archaïsme des attitudes morales, le machisme, le retard dans les sciences et les technologies, l'intolérance en matière d'opinions, de croyances et de coutumes. Les problèmes sont réels ; et les remèdes ? Le plus radical, après vingt-cinq ans d'application, a donné les résultats suivants : les Cubains sont aujourd'hui aussi pauvres ou davantage qu'auparavant, et ils sont beaucoup moins libres ; l'inégalité n'a pas disparu : les hiérarchies sont différentes, mais encore plus rigides et intraitables ; la répression est comme la chaleur : continue, intense et générale ; l'île continue à dépendre, économiquement, du sucre et, politiquement, de l'Union Soviétique. La Révolution cubaine s'est pétrifiée : c'est une chape de plomb suspendue sur le peuple. À l'autre extrême, les dictatures militaires ont perpétué une situation injuste et désastreuse, aboli les libertés publiques, pratiqué une cruelle politique de répression ; non seulement elles n'ont pas réussi à résoudre les problèmes économiques, mais, dans de nombreux cas, elles ont exacerbé les problèmes sociaux. Plus grave encore : elles ont été et demeurent incapables de résoudre le problème politique central de nos sociétés : celui de la succession, c'est-à-dire de la légitimité des gouvernements. Ainsi, loin de supprimer l'instabilité, la cultivent-elles.

La démocratie est arrivée tard en Amérique latine et a été systématiquement défigurée ou trahie. Elle s'est montrée faible, indécise, rebelle, tournée

AMÉRIQUE LATINE ET DÉMOCRATIE

contre elle-même, souvent flatteuse envers le démagogue, corrompue par l'argent, rongée par le favoritisme et le népotisme. Pourtant, presque tout ce qui s'est fait de bon en Amérique latine, depuis un siècle et demi, s'est fait sous le régime de la démocratie ou, comme au Mexique, *vers* la démocratie. Nous sommes loin du compte. Nos pays ont besoin de changements et de réformes, à la fois radicaux et en accord avec la tradition et le génie de chaque peuple. Là où on a tenté de changer les structures économiques et sociales en démantelant, parallèlement, les institutions démocratiques, on a fortifié l'injustice, l'oppression et l'inégalité. La cause des ouvriers requiert, avant tout, la liberté d'association et le droit de grève : c'est la première chose que leur enlèvent leurs « libérateurs ». Sans démocratie, les changements entraînent des effets contraires aux objectifs ; ou plutôt : ce ne sont pas des changements. Sur ce point, l'intransigeance est de rigueur et il faut le répéter : les changements sont indissociables de la démocratie. La défendre, c'est défendre la possibilité du changement ; à leur tour, seuls les changements pourront renforcer la démocratie et lui permettre, enfin, de s'incarner dans la vie sociale. C'est une tâche double et immense. Pas seulement pour les Latino-Américains : c'est l'affaire de tout un chacun. La lutte est mondiale. En outre, son issue est incertaine, aléatoire. Peu importe : il faut livrer ce combat.

Octavio Paz

Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Masson.